

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Groupes environnementaux et regroupements citoyens saluent le geste du gouvernement du Québec d'avoir rejoint la *Beyond Oil and Gas Alliance (BOGA)*

Québec, Montréal, le 4 novembre 2021 - Nature Québec, Eau Secours, la Fondation David Suzuki, Équiterre, Solidarité Gaspésie/Côte-de-Gaspé, la Coalition étudiante Arrêtons GNL, la Planète s'invite au Parlement-Gaspé, la SNAP Québec, la Coalition anti-pipeline Rouyn-Noranda, le Réseau action climat Canada et l'Association québécoise des médecins pour l'environnement (AQME) accueillent positivement l'annonce du gouvernement du Québec de [sa participation à l'alliance internationale *Beyond Oil and Gas Alliance \(BOGA\)* formée par le Costa Rica et le Danemark pour mettre fin à l'exploitation pétrolière et gazière](#). Étant le troisième État dans le monde et le premier en Amérique du Nord à se joindre à la BOGA, le Québec pourra inspirer d'autres États à abandonner les forages pétroliers et gaziers sur leur territoire.

Les groupes demandent maintenant au gouvernement d'adopter d'ici la fin de la session parlementaire une loi forte ne laissant pas d'ambiguïté sur la possibilité d'extraire du pétrole ou du gaz.

Les groupes réitèrent de plus qu'aucune compensation financière ne doit être versée aux entreprises pétrolières et gazières. Tel que l'a démontré le Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) dans un rapport récent, [le gouvernement peut très bien mettre fin à l'exploitation pétrolière et gazière sans verser d'indemnités aux entreprises concernées](#). Le Québec est déjà aux prises avec des centaines de puits de pétrole et de gaz orphelins dont le démantèlement coûtera cher à gérer. De plus, plusieurs entreprises ont déjà touché des dizaines de millions de dollars de fonds publics pour soutenir leurs activités d'exploration pétrolière. Pas un sou public supplémentaire ne devrait être mis dans une industrie qui nous a poussé au bord du gouffre climatique.

Citations :

« L'annonce d'aujourd'hui du gouvernement est importante et envoie un signal fort au monde entier. Par contre, la lutte aux changements climatiques va coûter des milliards de dollars aux gouvernements et cette facture doit être refilée aux entreprises pétrolières. Si elles veulent qu'on regarde les pertes monétaires en lien à l'arrêt de leur activités, on regardera aussi les pertes monétaires collectives liées à la continuité de leurs activités. Assurons-nous qu'aucun fond public ne soit utilisé pour indemniser cette industrie et dirigeons cet argent pour financer la transition juste dont nous avons grandement besoin », explique **Charles Bonhomme, spécialiste, communications et affaires publiques, Fondation David Suzuki**.

« Le gouvernement Legault fait preuve de leadership en rejoignant la BOGA, mais la fin des forages au Québec n'est une surprise pour personne et encore moins pour les pétrolières et les gazières. La science dit depuis des années que si nous voulons respecter l'Accord de Paris et limiter le réchauffement climatique sous un seuil sécuritaire, 80% des réserves connues de pétrole et de gaz doivent rester enfouies sous terre. Les entreprises ayant des *claims* étaient bien au courant et elles ont néanmoins continué à miser sur les forages et sur une production infinie d'énergies fossiles. Ce n'est pas aux Québécois et Québécoises à payer pour l'entêtement de l'industrie pétrolière et gazière à vouloir saccager le climat », affirme **Alice-Anne Simard, directrice générale de Nature Québec.**

« Après autant d'années à lutter pour protéger notre eau des assauts de l'industrie des hydrocarbures, nous recevons cette nouvelle avec satisfaction. Nous demandons néanmoins au gouvernement du Québec de ne pas piger dans le portefeuille des contribuables pour compenser l'industrie. La société civile a déjà assez payé des conséquences environnementales et des efforts de mobilisation. Gardons notre argent pour assurer la résilience de nos communautés face aux changements climatiques », explique **Rébecca Pétrin, directrice générale d'Eau Secours.**

« En se joignant à l'Alliance *Beyond Oil and Gas*, le gouvernement du Québec envoie un message clair aux autres provinces, au Canada et au reste du monde : la gestion du déclin de la production de fossiles est une étape essentielle de l'action climatique et le Québec montre la voie. L'implantation sera cruciale et la législation devra s'accompagner d'un programme de transition juste. Espérons que le Québec soit un premier domino : le Canada, les provinces et territoires doivent faire de même et mettre fin à l'expansion de la production et des exportations fossiles et assurer une transition juste pour les travailleur-euse-s et les communautés », affirme **Caroline Brouillette, directrice des politiques nationales au Réseau action climat Canada.**

« Ce genre d'annonce se doit d'être saluée, car elle crée un momentum. Si le Québec veut affirmer davantage son leadership sur la question, on espère le voir convaincre ses homologues d'autres provinces et États à rejoindre l'alliance. Et pour s'assurer de bien faire les choses chez nous, il faudra qu'aucune compensation ne soit versée aux compagnies responsables de la crise climatique! », ajoute **Émile Boisseau-Bouvier, analyste des politiques climatiques d'Équiterre.**

« Nous félicitons le gouvernement du Québec de tourner le dos définitivement aux hydrocarbures d'une façon si claire. Il faut néanmoins que ce virage vers les énergies renouvelables tienne pleinement compte des objectifs de conservation du territoire et de la protection de sa biodiversité », précise **Alice De Swarte, directrice principale de la SNAP Québec.**

« Au Québec seulement, la pollution atmosphérique est responsable de 4 000 décès prématurés par an, environ 33 % des maladies cardiovasculaires, 16 % des maladies pulmonaires obstructives chroniques et 8 % des cancers respiratoires », explique **Claudel Pétrin-Desrosiers, présidente de l'Association québécoise des médecins pour l'environnement.** « Si nous disons valoriser la santé et la vie des personnes, nous ne pouvons pas continuer à encourager l'exploitation pétrolière et gazière à l'échelle mondiale. »

Pour informations :

Gabriel Marquis, Responsable des communications de Nature Québec
(581) 307-8613 ; gabriel.marquis@naturequebec.org

Charles Bonhomme, Spécialiste, communications et affaires publiques, Fondation David Suzuki, (438) 883-8348 ; cbonhomme@davidsuzuki.org

Mathieu Langlois, Responsable des communications pour Eau Secours
(514) 588-5608 ; communications@eausecours.org

Ingrid Cornec, Coordinatrice aux communications, SNAP Québec
(514) 378-3880 communications@snapquebec.org

Paul Casavant, président de TerraVie - FFC
(514) 992-3341 communication@terravie.org

Pamela Daoust, directrice des communications, Association québécoise des médecins pour l'environnement (AQME)
(514) 267-2589; pamela@cape.ca